

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Le point sur la croissance des salaires au Canada

GAGNANT DU TITRE DU MEILLEUR PRÉVISIONNISTE - CANADA



La création d'emplois se porte bien au Canada à l'heure actuelle. Toutefois, la croissance des salaires horaires, telle que compilée par l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada, laisse entendre que c'est la catastrophe au niveau des salaires. Ce *Point de vue économique* procède à une contre-vérification du message envoyé par cette enquête. Tout compte fait, il n'y a pas lieu de s'alarmer. Néanmoins, l'expérience actuelle de plusieurs pays développés suggère que même avec une amélioration des embauches, il faudra composer avec une croissance modeste des salaires, ce qui n'est pas sans comporter son lot de conséquences nuisibles.

La création d'emplois se porte bien au Canada à l'heure actuelle. Dans les 12 mois menant jusqu'à avril 2017, il s'est créé 276 000 emplois, ce qui n'est pas loin du meilleur cumul sur 12 mois enregistré depuis la fin de 2012. Le taux de chômage est passé à 6,5 % en avril, le plus faible niveau depuis la crise. Une pièce semble toutefois manquer pour compléter ce radieux portrait : la croissance des salaires. Selon l'EPA, loin de s'améliorer, la croissance des salaires horaires s'est détériorée de mois en mois. En avril, la variation annuelle des salaires horaires s'est établie à seulement 0,7 %. Il s'agissait de la plus faible progression répertoriée dans l'historique des données, qui remonte à 1997 (graphique 1).

N'oublions pas que le Canada est passé à travers la Grande Récession en 2008 et en 2009. La croissance des salaires horaires avait fortement ralenti aux lendemains de cet épisode, mais même à son creux, elle était deux fois plus vigoureuse qu'actuellement. L'inflation a beau être faible, à 1,6 %, la croissance des salaires horaires selon l'EPA n'arrive pas à la compenser. Les salaires horaires réels sont ainsi en contraction, de l'ordre de 1,1 %. Entre 2010 et 2016, la moyenne de croissance s'est établie à 2,3 %.

Croissance des salaires au Canada : messages contradictoires

Non seulement le signal envoyé par les salaires horaires n'est pas aussi reluisant que celui des variables les plus en vue du marché du travail, il est carrément alarmant! D'où l'intérêt de tenter de vérifier la validité de cette information. L'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH) permet d'effectuer cette vérification. Comme l'EPA, il s'agit d'une enquête mensuelle qui, comme son nom l'indique, compile de l'information sur le niveau d'emploi, les salaires versés et les heures travaillées. Il y a toutefois plusieurs différences entre les deux enquêtes¹. Parmi elles, la population visée par l'EERH est constituée des employeurs, tandis que l'EPA recueille l'information directement auprès des ménages. Ceci fait notamment en sorte que l'EPA tient compte des travailleurs autonomes et des travailleurs familiaux non rémunérés, qui ne peuvent être captés par l'EERH.

GRAPHIQUE 1 L'Enquête sur la population active donne un portrait inquiétant de la croissance des salaires horaires au Canada

Salaires horaires moyens selon l'Enquête sur la population active



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

¹ Pour une exposition détaillée des différences et des similitudes entre les deux enquêtes, consultez la section 8 du : [Guide de l'Enquête sur la population active](#), Statistique Canada, n° 71-543-G, avril 2016, 96 p.

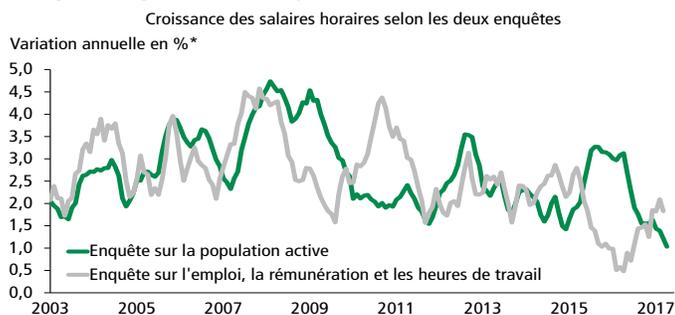
François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Jimmy Jean, économiste principal

Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

L'EERH exclut également le secteur agricole², alors que l'EPA l'englobe. Enfin, une autre différence entre les deux enquêtes consiste au traitement des personnes occupant plusieurs emplois. L'EPA recueille l'information salariale concernant uniquement l'emploi principal d'une personne. Dans l'EERH, il n'y a pas de distinction entre emploi principal et secondaire : les salaires pour chaque emploi sont comptabilisés.

Sur des périodes suffisamment longues, les deux enquêtes tendent à donner un portrait assez similaire de la croissance des salaires. Toutefois, on répertorie des périodes de grande divergence, et c'est le cas actuellement. En effet, alors que l'EPA signale que la croissance des salaires horaires s'effondre, l'EERH nous dit tout le contraire (graphique 2).

GRAPHIQUE 2 L'enquête auprès des entreprises envoie un message différent de l'enquête auprès des ménages



* Moyenne mobile sur trois mois.
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Sans être spectaculaire, la croissance annuelle des salaires horaires selon cette enquête avoisine 2 %, ce qui est légèrement supérieur à l'inflation. Toujours selon cette enquête, la croissance des salaires horaires a aussi connu une période de grande faiblesse, mais ce fut davantage en 2015³.

À un niveau désagrégé, on constate des différences parfois étonnantes entre les deux enquêtes. Par exemple, dans les services professionnels, scientifiques et techniques, les salaires horaires sont en croissance annuelle de 4,5 % selon l'EERH, en date de mars, comparativement à une chute de 3,1 % selon l'EPA. Il s'agit d'un secteur qui a été durement touché par le choc des prix du pétrole. La baisse des investissements ainsi que de l'activité d'exploration ont notamment amené les entreprises du secteur à réduire leurs effectifs en ingénieurs, géologues, chimistes et autres experts. En 2016, l'emploi a

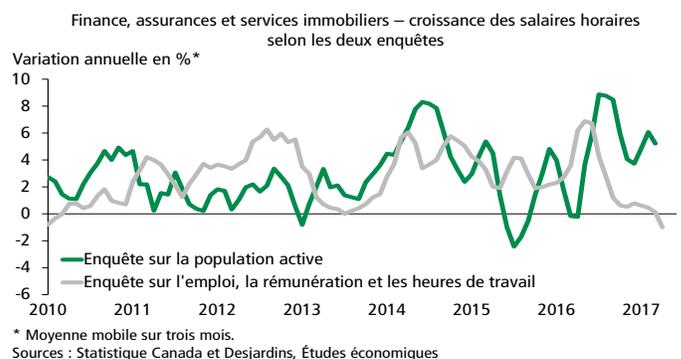
² En ce sens, l'EERH s'apparente à l'enquête sur l'emploi non agricole du Bureau of Labor Statistics, qui constitue l'indicateur-phare de création mensuelle d'emplois aux États-Unis.

³ On peut même se demander si les salaires de l'EERH ne seraient pas un indicateur avancé des salaires de l'EPA. Même si ça a semblé être le cas récemment, il n'y a rien qui indique la présence d'une telle dynamique sur une base historique.

baissé de 0,9 % après six années d'expansion. Le secteur est néanmoins en redressement et la création d'emplois est en phase de reprise. Certaines anecdotes font même état de difficultés qu'éprouveraient les entreprises productrices albertaines à attirer de nouveau des travailleurs. Ces circonstances militent davantage en faveur du rebond des salaires indiqué par l'EERH que la contraction persistante évoquée par l'EPA.

On peut dresser un constat similaire en finance, en assurances et en services immobiliers : l'EERH montre une croissance annuelle qui avoisine les 5 % contre une baisse de 0,2 % dans l'EPA (graphique 3).

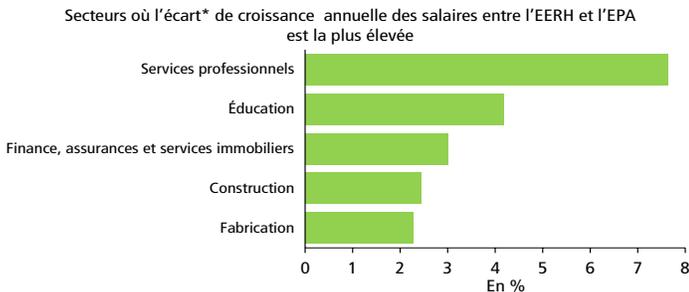
GRAPHIQUE 3 La divergence est notamment frappante dans le secteur de la finance, des assurances et des services immobiliers



* Moyenne mobile sur trois mois.
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Pourtant, la même enquête démontre que, loin de s'affaiblir, l'emploi s'accélère dans ce secteur : avec une variation annuelle au-delà de 5 %, l'emploi progresse en réalité à son rythme le plus rapide en une décennie. Par ailleurs, au premier trimestre de 2017, les dépenses réelles en services financiers affichaient une hausse annuelle de 4,9 %, près de la moyenne des dernières années. Les ventes de propriétés ont récemment atteint un nouveau sommet. En fait, le PIB réel du secteur était en croissance annuelle de 5,7 % en mars, loin de faire état d'une industrie en difficulté. Il en va comme cela dans plusieurs autres secteurs où l'évolution des salaires est nettement plus forte selon les données de l'EERH (graphique 4 à la page 3).

Les différences dans les méthodes d'enquête permettent de porter un jugement sur la qualité des données. En outre, l'EPA contacte généralement par téléphone les ménages faisant partie de l'échantillon. Même si chaque membre d'un ménage est visé par l'enquête, les intervieweurs s'adressent au membre du ménage se disant bien informé de la situation d'emploi de tous les autres membres. Cette méthode de réponse « par procuration » compte pour 65 % des informations recueillies par l'EPA. Bien qu'elle permette à Statistique Canada d'économiser des coûts et du temps par rapport à l'alternative de contacter chaque membre du ménage directement, la

GRAPHIQUE 4
L'actuelle divergence de signal s'observe dans plusieurs secteurs d'activité


EPA : Enquête sur la population active; EERH : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail; * Croissance selon le l'EERH moins croissance selon l'EPA, en date de mars 2017.
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

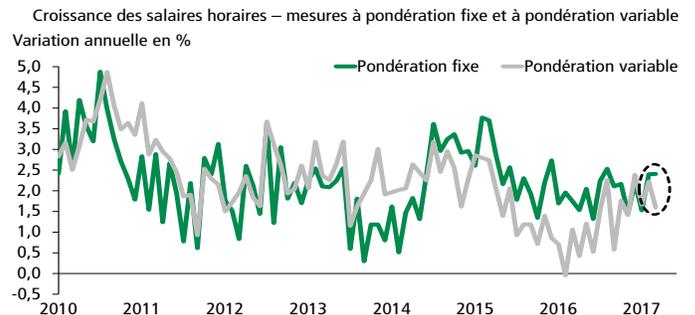
réponse par procuration implique un risque que l'information soit rapportée de manière imprécise.

Du côté de l'EERH, Statistique Canada obtient les données sur la rémunération mensuelle brute à partir de renseignements administratifs que toutes les entreprises doivent obligatoirement fournir à l'Agence du revenu du Canada. L'enquête complète cette information avec un formulaire envoyé à un échantillon de 15 000 entreprises et qui recueille les données mensuelles sur le nombre total d'heures travaillées. À partir de ces informations sont dérivées des estimations sur la rémunération hebdomadaire et horaire moyenne. Déjà, on peut penser que la fiabilité de ces estimations est supérieure à celle de l'EPA.

Mais il y a un autre aspect intéressant dans l'EERH, en ce qu'elle compile également des données sur les salaires horaires agrégés, avec un ajustement pour prendre en considération les changements dans la composition sectorielle de l'emploi. Par exemple, si la quantité d'emplois au sein de secteurs à faible salaire augmente en pourcentage de l'emploi total, toutes choses étant égales par ailleurs, le calcul du salaire moyen pour l'ensemble de l'économie aura tendance à diminuer. Les estimations des salaires horaires à pondération fixe éliminent cet effet de changement de composition, en supposant une répartition sectorielle de l'emploi constante dans le temps. Selon cette définition, la croissance annuelle des salaires horaires s'établissait à 2,4 % en date de mars (graphique 5). Qui plus est, on recèle que la baisse de la mesure non ajustée (à pondération variable) en 2015 était en bonne partie un effet de composition. On sait que plusieurs travailleurs désaffectés de l'industrie pétrolière ont dû accepter des salaires moindres dans d'autres industries.

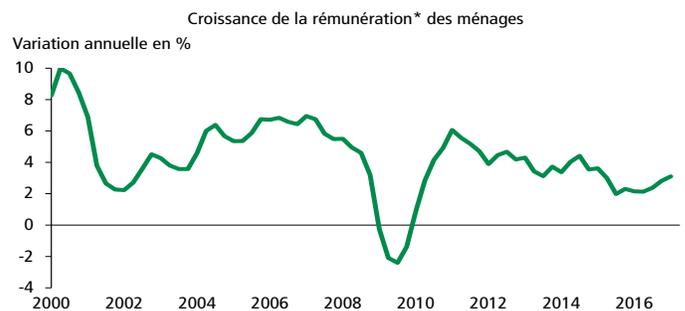
Le son de cloche des comptes nationaux

On peut d'autant plus apprécier la pertinence des données de l'EERH en se rappelant qu'elles forment la base principale des estimations de rémunération des ménages au sein des comptes nationaux. Statistique Canada supplémente cette information

GRAPHIQUE 5
Lorsqu'on tient compte des effets de composition, la croissance des salaires horaires est encore moins alarmante


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

avec des sources de données complémentaires pour tenir compte des travailleurs autonomes et ceux du secteur agricole qui, rappelons-le, sont non couverts par l'EERH. Les données de l'EPA recueillies auprès des ménages sont mises à contribution, mais aussi d'autres indicateurs disponibles, dépendamment de leur pertinence. À titre d'exemple, des données à haute fréquence sur les commissions sur opérations immobilières sont utilisées pour estimer les gains de certains travailleurs autonomes du secteur de la finance et des assurances sur une base trimestrielle⁴. Dressant un portrait beaucoup plus complet du revenu des ménages, aussi bien pour les salariés que les travailleurs autonomes, et incorporant aussi les revenus de loyer, les comptes nationaux sont sans contredit la référence ultime lorsqu'il est question de l'évolution des revenus gagnés à l'échelle de l'économie. En réunissant ces sources de revenus, on constate qu'au premier trimestre de 2017, ils étaient en hausse annuelle de 3,1 % (graphique 6).

GRAPHIQUE 6
Les comptes nationaux suggèrent que les revenus sont en amélioration


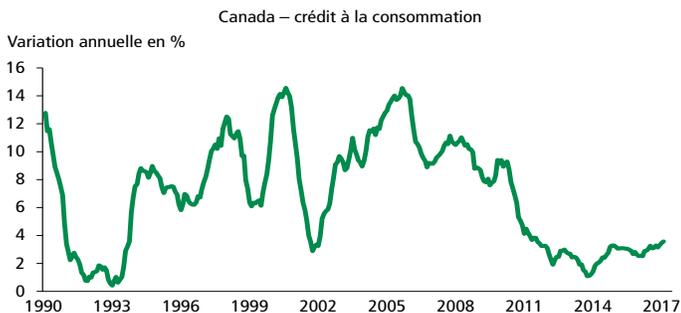
* Salaires et traitements plus revenu mixte brut.
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

⁴ Un autre exemple est l'agriculture : des données administratives d'Agriculture et agroalimentaire Canada, de la Commission canadienne du blé, et d'entités réglementaires diverses sont utilisées pour estimer les revenus.

Au-delà des salaires

En se fiant davantage aux statistiques de l'EERH et des comptes nationaux, la solide performance de la croissance de la consommation s'explique un peu mieux. Car si l'on ne peut nier que le niveau d'endettement des ménages canadiens est relativement élevé, la croissance du crédit destiné à la consommation a beaucoup ralenti depuis la crise (graphique 7), faisant porter la majeure partie de la responsabilité à la hausse du crédit hypothécaire.

GRAPHIQUE 7 La croissance du crédit à la consommation est actuellement beaucoup plus modeste que certains le croient



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Plutôt que la notion un peu galvaudée d'utilisation irréfléchie du crédit à la consommation, les ménages bénéficient de soutiens autres que leurs salaires pour les aider à financer leurs dépenses. Les revenus gagnés dans le cadre d'un emploi constituent certes le principal facteur influençant les revenus disponibles des ménages canadiens, mais des changements de politique budgétaire peuvent aussi avoir un impact. Par exemple, l'an dernier, la bonification des prestations aux familles ainsi que la baisse d'impôt visant la classe moyenne ne sont pas passées inaperçues : la réduction des transferts nets aux gouvernements en 2016 a facilité une accélération de la croissance du revenu disponible⁵. D'autres mesures annoncées par certains gouvernements provinciaux pourraient être bénéfiques cette année. Par exemple, au Québec, l'abolition rétroactive de la taxe santé occasionne des remboursements d'impôt plus élevés qu'à l'habitude pour bon nombre de contribuables. En Colombie-Britannique, pour pallier un accès à la propriété qui devient de plus en plus difficile, des crédits de taxes foncières bonifiés ont été annoncés. Sans baisser les impôts, l'Ontario a décrété des mesures d'allègement des frais d'électricité qui devraient aider les ménages. Au global, la baisse des transferts nets aux gouvernements en proportion du revenu total (graphique 8) des ménages est de nature à continuer d'appuyer les dépenses de consommation sur un horizon de court terme.

GRAPHIQUE 8 Les gouvernements ont offert un certain répit aux ménages



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Une situation qui demeure problématique

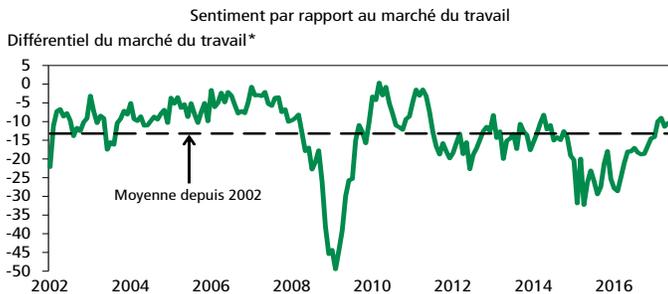
Même s'il importe de tenir compte de la vue d'ensemble pour le revenu, l'évolution des salaires représente une donnée cruciale, non seulement au Canada, mais à travers le monde. Aux yeux de plusieurs, cette variable a le dessus sur le taux de chômage à l'heure actuelle, lorsqu'il est question des indicateurs les mieux représentatifs de l'état des capacités excédentaires sur le marché du travail. Aux États-Unis, où le taux de chômage a récemment touché un creux cyclique, les salaires horaires sont en hausse annuelle de seulement 2,5 %. Lors du dernier cycle, au moment où le chômage américain avait atteint son creux de 4,4 % (même niveau qu'actuellement), les salaires horaires évoluaient non loin des 3,5 %. L'évolution plus modérée des salaires est en partie derrière l'approche de normalisation à pas de tortue préconisée par la Réserve fédérale.

Au Royaume-Uni, l'évolution des salaires est suivie de près par la Banque d'Angleterre et, là aussi, le taux de chômage diminue de façon persistante. Néanmoins, les dirigeants se sont récemment avoués surpris par la faiblesse des salaires. Au Japon, le taux de chômage a atteint 2,8 % en mars, le plus bas niveau depuis 1994, tandis que le ratio des emplois disponibles par rapport au nombre de postulants est à son plus haut niveau depuis 1990. Qu'à cela ne tienne, la croissance réelle des salaires demeure à peu près nulle. Le cas de l'Allemagne n'est guère plus reluisant : son taux de chômage officiel de 5,8 % est le plus bas depuis la réunification. Au premier trimestre, les salaires horaires étaient en hausse annuelle d'un maigre 0,7 %.

Dans le cas canadien, la bonne nouvelle est que selon toute vraisemblance, les salaires horaires ne sont pas en effondrement, contrairement à ce que laisse croire l'EPA. Après tout, si c'était le cas, il serait difficile de croire que la confiance des ménages par rapport au marché du travail soit en amélioration, comme c'est le cas actuellement (graphique 9 à la page 5).

⁵ *Canada : les consommateurs demeurent la pierre angulaire de la croissance*, Desjardins, Études économiques, Point de vue économique, 10 avril 2017, 4 p.

GRAPHIQUE 9
Les Canadiens ont repris confiance dans les perspectives du marché du travail



* Pourcentage de répondants anticipant une amélioration du marché du travail sur six mois moins pourcentage anticipant une détérioration.

Sources : Conference Board du Canada et Desjardins, Études économiques

Mais l'expérience de bon nombre de pays développés suggère que même avec un marché du travail en bonne santé, il faudra s'habituer à une croissance modeste des salaires. L'une des raisons est que dans bien des industries, notamment celles productrices de biens, les marchés du travail se sont mondialisés. Vu sous cet angle, la faiblesse des salaires au niveau national est en partie la résultante de l'imposante capacité excédentaire de main-d'œuvre qui existe encore mondialement alors que la production peut se déplacer vers des pays où les coûts de main-d'œuvre sont faibles. Les travailleurs de ces industries sont ainsi dépourvus d'arguments pour réclamer de généreuses augmentations de salaire. D'autres facteurs qui jouent dans

le même sens sont l'atonie de la croissance de la productivité du travail⁶ et l'inflation qui reste faible. Cette dernière a l'effet d'un cercle vicieux : elle limite les pressions salariales, et ainsi les hausses de coûts de main-d'œuvre que les entreprises chercheraient à transmettre aux consommateurs par des hausses de prix (c'est-à-dire en générant de l'inflation).

Notons finalement que la faiblesse de croissance salariale a son lot de conséquences nuisibles. Elle a pour effet de rendre plus difficile le désendettement, ou encore l'accès à la propriété. Elle peut dans certains cas constituer un découragement à l'éducation. Elle freine l'épargne et précarise les retraites futures. Par ailleurs, lorsque les salaires évoluent faiblement, une banque centrale aura tendance à redouter que la normalisation de la politique monétaire heurte trop fortement les revenus disponibles aux ménages après le paiement des frais d'intérêt, surtout dans les économies où l'endettement est très élevé. Il se crée alors un cercle vicieux, où les conditions monétaires accommodantes sont maintenues plus longtemps, incitant à l'endettement et gonflant la valeur des actifs que cet endettement sert à financer. Au bout du compte, l'économie est encore plus vulnérable à un choc de taux d'intérêt, ce qui incite la banque centrale à se faire encore plus hésitante. Dans un prochain *Point de vue économique*, nous analyserons plus en détail les conséquences des salaires faibles.

Jimmy Jean, CFA, économiste principal

⁶ Selon la théorie économique néo classique, en supposant la pleine concurrence, le revenu marginal du travail est équivalent à sa productivité marginale en situation d'équilibre.